

ABONNEMENTS

Côte-d'Or et Dép. limitrophes 4 50 9 18
Autres Départements 7 13 24
Etranger, les frais de port en sus.

Les abonnements partent du
1^{er} et du 16 de chaque mois.
Ils sont payables d'avance.

Pour tout ce qui concerne la rédaction
s'adresser au Rédacteur en Chef
Paul BAZART

LE PROGRES

DE LA CÔTE-D'OR

Journal Républicain Quotidien

Rédaction et Administration : 12, Rue de la Gare, à DIJON

TÉLÉPHONE : Annonces et Abonnements, 26. — Rédaction, 209. — Service des Dépêches, 437

PUBLICITE LOCALE

ANNONCES Au-dessous de cinq lignes 2 fr.
La ligne 0 35
La ligne 0 75
RECLAMES Chronique locale, faits divers 3 fr.
Echos 5 fr.

POUR LA PUBLICITE EXTRA-LOCALE

S'adresser à l'Agence HAVAS, 8, place de la Bourse, à Paris

Pour les abonnements et la publicité
s'adresser au Gérant-Fondateur de pouvoir

Charles PELLETIER

République ou Monarchie?

On commence à recevoir, sur les différentes phases de la révolution russe, des renseignements détaillés qui éclairent plus d'un coin obscur et modifient sur bien des points les impressions de la première heure.

Les premières dépêches faisaient surtout ressortir le rôle joué par la Douma. C'était à elle qu'étaient rapportés et l'initiative du coup d'Etat et son heureux dénouement. Sans doute tenait-on à ne pas trop mettre en évidence le caractère violent de la crise. Mais aujourd'hui on a mieux fixé. En fait, c'est le peuple qui est le plus grand acteur du drame. Ses représentants n'ont fait que suivre le mouvement, avec quelque hésitation, semble-t-il. Ils se sont ingéniés à canaliser la colère populaire et à empêcher une cause juste d'être, à son aurore, flétrée par les excès si communs dans ces cas-là. Ils se sont employés, et leur rôle en ceci a été admirable, à faire servir ce qui, au début, n'était qu'une émeute à une œuvre excellente d'affranchissement et de restauration. D'une révolte, ils ont fait une révolution.

Mais c'est le peuple qui a été l'insurgé. C'est le ressort trop comprimé des revendications de la masse qui, en se débandant soudain, a brisé les rouages du mécanisme verrouillé. Sans cet auxiliaire puissant la résistance du quatrième Parlement russe n'aurait pas pesé davantage que celle de ses prédécesseurs. Le tsar, très rassuré à cet égard, ne se donnait même pas la peine de répondre aux objections pressantes du président de l'Assemblée, qui lui télégraphiait et retélégraphiait en vain.

On s'explique, dans ces conditions, les menagements du nouveau gouvernement envers le comité révolutionnaire, organe actif des masses révoltées, qui siège à ses côtés. Il y a quelque chose de bizarre et d'inquiétant dans cette juxtaposition de deux pouvoirs, l'un légal, investi par les électeurs d'un mandat régulier, reconnu officiellement par les alliés de la Russie et par la plupart des neutres; l'autre, occulte, issu de lui-même, sans investiture régulière; l'un gouvernement, l'autre contrôlant; tous deux lançant des manifestes dont les conclusions ne concordent qu'à demi; tous deux, par l'organe de leurs chefs, discourant, recevant délégations sur délégations, conseilant, commandant.

Chez les ennemis de la Russie on spéculait sur le désaccord possible de ces deux pouvoirs; on espérait qu'ils ne tarderaient pas à se heurter et, par leurs dissensions, à paralyser l'action militaire de la grande nation, peut-être à provoquer le retour des anciens maîtres, avec lesquels, un jour, on pourrait sans doute arriver à s'entendre. Mais ce qui est espérance chez l'un devient inquiétude chez l'autre. Entre les lignes de plus d'un grand journal de l'Entente on devine le regret de voir le gouvernement provisoire tolérer auprès de lui cette concurrence gênante. On voudrait de sa part plus de décision, plus de poigne, quelque mesure énergique éclaircissant la situation.

La critique est aisée, mais l'art est difficile. En politique, comme en tout autre domaine, cette vieille maxime se vérifie chaque jour. Se représente-t-on la tâche écrasante des hommes qui sont aujourd'hui à la tête de la nouvelle Russie? Ils ont à tout à organiser, ou à réorganiser. Ils ont à désarmer, contre un retour possible du despotisme, les conquêtes de la révolution. Ils ont encore à défendre leur patrie contre les assauts d'un ennemi habile à profiter des moindres défaillances de l'adversaire. Et on demande, par surcroît, à ces hommes de déclarer la guerre au parti qui, plus que tout autre, les a portés au pouvoir, les a mis en mesure de réaliser leur programme d'épurement et d'émancipation?

Pour nous, nous admirons sans réserve le dévouement qu'ils ont jusqu'ici fait preuve dans des circonstances infiniment délicates. Toute mesure brutale risquerait de faire se retourner contre eux ceux qui ont été jusqu'ici leur plus ferme appui. Ce serait la guerre civile se greffant sur l'autre guerre. Et pour en arriver à quoi, sinon à remplir d'aise l'ennemi du dehors et celui de l'intérieur, l'autocratie déchu?

D'ailleurs, il faut rendre cette justice aux représentants des ouvriers, que, jusqu'à présent, ils n'ont pas abusé de la situation. On leur reproche certain manifeste, trop pacifiste aux yeux de beaucoup. Mais la paix qu'ils réclament, n'est-ce pas celle après laquelle tout le monde soupire? Non point celle qui consacrerait la faillite des notions les plus élémentaires d'humanité et de justice; mais la paix basée sur le droit et sur les légitimes aspirations de chaque peuple à vivre sa vie sans empêcher sur le bien du prochain.

Sur ce point, leurs déclarations ont été aussi nettes et formelles que possible. Et comment pourrait-il en être autrement? M. de Bethmann-Hollweg a beau proclamer que l'Allemagne ne songe en aucune manière à s'ingérer dans le ménage du voisin; il a beau se désolidariser d'avec le régime déchu, faire état de ses sympathies pour le libéralisme; d'autre part, il ne peut empêcher qu'il existe des fatalités historiques plus puissantes que toutes ses déclarations. Toutes les autocraties sont solidaires. La victoire de l'une pousse à son rétablissement de l'autre. Le prolétariat russe ne l'ignore pas. Il sait qu'en désarmant les tranchées ou les alibis de munitions il ferait le jeu de l'Allemagne, et par là contribuerait à ruiner

sa propre cause. Ses chefs ne cessent de le lui rappeler en un langage aussi clair qu'énergique.

Mais, dit-on, le parti ouvrier pousse la Russie dans une voie scabreuse. Il va trop vite. Il serait préférable de sérier les progrès, de ne pas brûler ainsi toutes les étapes. La Russie ferait une excellente monarchie constitutionnelle; elle n'est pas mûre pour la république. Le gouvernement provisoire devrait mettre le holà à ces velléités de tout chambarder.

Le gouvernement provisoire, très sage, répond qu'il n'a rien à décider. Il se bornera à organiser la réformation populaire. C'est le peuple qui décidera, le peuple tout entier, nobles, bourgeois, ouvriers, moujiks. Si, comme on le prétend, il ne peut se passer d'un maître, on rétablira la monarchie, en l'entourant de toutes les précautions voulues pour qu'elle ne devienne pas de la voie tracée. Mais si cet... accessoire ne lui paraît pas absolument urgent, en vertu de quel droit des républicains — car ce n'est pas uniquement chez les monarchistes que ces craintes s'accroissent — voudraient-ils l'en dissuader? Les Russes seraient-ils moins avisés que les Chinois à se gouverner eux-mêmes?

Au fond, cette solution nous paraît de beaucoup la meilleure. La restauration de la monarchie éveillerait, dans le sein

des partis avancés, des suspensions sans fin. Elle serait une cause perpétuelle d'agitation, de troubles, un bréviaire de discord pour tout le pays. Les partisans du régime déchu profiteraient de ces divisions. Rebutés par la petite porte, qui sait s'ils ne réussiraient pas à reprendre possession de la maison? On peut trouver regrettable la mise à l'écart de tel grand général, dont le retour, annoncé tout d'abord, avait été salué comme un gage de victoire. On peut n'être pas d'accord sur certaines mesures, jugées bien draconiennes, du nouveau régime. Mais il faut reconnaître qu'il y a à ces actes une raison supérieure. Ce n'est pas le bon plaisir, mais l'instinct de la conservation qui les dicte. Tous les Romains ont été éblouis par les fautes de leur chef; ils sont tous solidaires de celui-ci, même ceux qui se sont ingéniés à lui ouvrir les yeux. Sa chute les atteint tous. L'autorité de celui qui remonterait sur le trône n'en serait-elle pas amoindrie? Aurait-il assez d'énergie pour résister aux suggestions de certains autres membres de la famille, dont la conversion est peut-être plus apparente que profonde? Et si le tsarisme est mort, ce dont chacun se félicite, est-ce vraiment désirer le bien de la Russie que de lui souhaiter... un nouveau tsar?

L. BITSCHINE.

LA GUERRE

Sur le front occidental

Communiqué français

Paris, 19 avril.
15 heures.

AU SUD ET AU SUD-OUEST DE SAINT-QUENTIN, grande activité des deux artilleries.

Rencontres de patrouilles sur les lignes de la haute forêt de Doucy. Nous avons fait des prisonniers.

ENTRE L'AINAIS ET LE CHEMIN-DES-DAMES, nous avons continué à progresser au nord de Vailly-Ostel.

Une attaque ennemie sur la région de Courtecon a été arrêtée par nos mitrailleurs.

Plus à l'est, les Allemands ont lancé hier soir, vers 18 heures, une très violente attaque sur nos positions du plateau de Vaulerue. Fauschées par nos feux, les vagues d'assaut ont dû refluer avec de grosses pertes et n'ont pu aborder nos lignes.

Pendant la nuit, vives actions d'artillerie dans les secteurs de Sapigneul, du Godat et de la Pompelle.

EN CHAMPAGNE, nous avons poursuivi nos succès sur le massif de Moronvillers. Nos attaques ont partout réussi. Nous avons enlevé le mont Haut et plusieurs hauteurs à l'est, dont la cote 227, aux abords sud de Moronvillers.

Au cours des combats de cette nuit, nous avons capturé deux nouvelles batteries allemandes.

Nous avons identifié sur le front entre Soissons et Aubriev douze nouvelles divisions allemandes.

Dans la région de Saint-Mihiel, une tentative ennemie sur la ferme de Romainville a échoué sous nos feux. L'ennemi a laissé des prisonniers entre nos mains.

Communiqué britannique

Londres, 19 avril.
Aucun événement important à signaler.

Hindenburg organiserait un nouveau repli

Amsterdam, 17 avril.
La critique militaire de la Gazette de Voss écrit :

« Hindenburg va opérer une nouvelle retraite stratégique dans le secteur au nord d'Arras. »

« Ce déplacement de nos lignes nous amènera à renoncer à quelques-unes de nos positions pour nous reporter sur une ligne située plus en arrière et plus favorable à la défense. »

« Les motifs et les conséquences de cette décision du haut commandement sont dans les deux cas les mêmes. Il ne s'agit pas d'abandonner un semblable mouvement de repli abandonne du terrain aux mains des adversaires et que ce mouvement est une conséquence immédiate de leurs attaques. »

« La possession de certaines localités, hauteurs ou forêts, ne jouera pas un rôle décisif. La retraite stratégique entre Arras et Soissons restera toujours la char-

Sur le front occidental

Communiqué français

Paris, 19 avril.
15 heures.

AU SUD ET AU SUD-OUEST DE SAINT-QUENTIN, grande activité des deux artilleries.

Rencontres de patrouilles sur les lignes de la haute forêt de Doucy. Nous avons fait des prisonniers.

ENTRE L'AINAIS ET LE CHEMIN-DES-DAMES, nous avons continué à progresser au nord de Vailly-Ostel.

Une attaque ennemie sur la région de Courtecon a été arrêtée par nos mitrailleurs.

Plus à l'est, les Allemands ont lancé hier soir, vers 18 heures, une très violente attaque sur nos positions du plateau de Vaulerue. Fauschées par nos feux, les vagues d'assaut ont dû refluer avec de grosses pertes et n'ont pu aborder nos lignes.

Pendant la nuit, vives actions d'artillerie dans les secteurs de Sapigneul, du Godat et de la Pompelle.

EN CHAMPAGNE, nous avons poursuivi nos succès sur le massif de Moronvillers. Nos attaques ont partout réussi. Nous avons enlevé le mont Haut et plusieurs hauteurs à l'est, dont la cote 227, aux abords sud de Moronvillers.

Au cours des combats de cette nuit, nous avons capturé deux nouvelles batteries allemandes.

Nous avons identifié sur le front entre Soissons et Aubriev douze nouvelles divisions allemandes.

Dans la région de Saint-Mihiel, une tentative ennemie sur la ferme de Romainville a échoué sous nos feux. L'ennemi a laissé des prisonniers entre nos mains.

Communiqué britannique

Londres, 19 avril.
Aucun événement important à signaler.

Hindenburg organiserait un nouveau repli

Amsterdam, 17 avril.
La critique militaire de la Gazette de Voss écrit :

« Hindenburg va opérer une nouvelle retraite stratégique dans le secteur au nord d'Arras. »

« Ce déplacement de nos lignes nous amènera à renoncer à quelques-unes de nos positions pour nous reporter sur une ligne située plus en arrière et plus favorable à la défense. »

« Les motifs et les conséquences de cette décision du haut commandement sont dans les deux cas les mêmes. Il ne s'agit pas d'abandonner un semblable mouvement de repli abandonne du terrain aux mains des adversaires et que ce mouvement est une conséquence immédiate de leurs attaques. »

« La possession de certaines localités, hauteurs ou forêts, ne jouera pas un rôle décisif. La retraite stratégique entre Arras et Soissons restera toujours la char-

L'emprunt de la liberté

Petrograd, 18 avril.
A l'occasion de l'emprunt dit « de la Liberté », dont la souscription sera ouverte à partir du 19 avril, le gouvernement a adressé à la population un appel rédigé dans les termes suivants :

« Un ennemi puissant, qui a profondément pénétré dans notre pays, menace

de nous abattre, de nous rejeter vers le vieux régime d'aujourd'hui disparu. Seule, la tension de toutes nos forces peut nous donner la victoire que nous désirons ardemment, mais seule une dépense de nombreux milliards peut sauver le pays et parachever l'organisation de la Russie libre sur les bases de l'égalité et du droit.

« Ce n'est pas un sacrifice que demande la patrie, mais l'accomplissement de notre devoir; apportons notre argent à l'Etat; plaçons dans le nouvel emprunt pour sauver ainsi notre liberté et nos biens. »

EN GRÈCE

Le cabinet Lambros va démissionner

Londres, 18 avril.
On mande d'Athènes, 17 avril :

« La démission du cabinet est imminente. Cet après-midi, M. Lambros a expliqué au roi les difficultés de la position du gouvernement. »

C'est le 8 octobre de l'année dernière que M. Spiridon Lambros avait succédé à M. Calogeropoulos, qui avait tenté, après la démission de M. Zaimis, de constituer un cabinet.

C'est sous le ministère de M. Lambros que se sont produits les événements regrettables dont on n'a pas eu le temps de perdre la mémoire et qui conduisent les alliés à formuler le 27 novembre une mise en demeure, qui eût pour suite le débarquement au Pirée du 1^{er} décembre, suivi lui-même des ultimatum du 14 et du 30 décembre et du 2 et du 11 janvier.

Cette série de mises en demeure et d'ultimatum avaient pour origine la mauvaise volonté manifestée par le roi Constantin à donner satisfaction aux puissances alliées pour le massacre de nos marins à Athènes, au port de Zappelon, dans la nuit du 1^{er} décembre.

Ce ne fut qu'après des mises en demeure de plus en plus énergiques que le cabinet de M. Lambros se résolut enfin, le 29 janvier, à présenter les excuses de son gouvernement aux puissances alliées et à promettre pour les coupables un châtiment que, d'ailleurs, il se garda bien de leur infliger.

SUR MER

Une semaine de piraterie

Rome, 18 avril.
Pendant la dernière semaine terminée à minuit le 15 avril, il est entré dans les ports italiens 454 navires marchands de toute nationalité, jaugeant 401.685 tonnes brutes, et il en est sorti 419, jaugeant 339.580 tonnes, à l'exception des bateaux de pêche et de petit cabotage.

Cinq vapeurs au-dessous de 3.500 tonnes et deux voiliers au-dessous de 150 ont été coulés par des sous-marins ennemis.

Un vapeur a été attaqué sans résultat par un sous-marin.

L'amirauté publie le communiqué suivant :

« Pendant la semaine se terminant à 15 heures le 15 avril :

« 2.379 navires marchands de plus de cent tonnes et de toutes nationalités sont arrivés dans les ports du Royaume-Uni. »

« Il est parti de ces ports 2.331 navires de même catégorie. »

« Pendant la même semaine le nombre de navires marchands britanniques de plus de 1.000 tonnes coulés par des mines ou des sous-marins fut de 19, en y comprenant un coulé au cours de la semaine finissant le 18 mars, un au cours de la semaine finissant le 25 mars et deux du côté de la semaine finissant le 8 avril. Il en a été coulé 9 de moins de 1.000 tonnes. »

« 15 navires britanniques ont été attaqués sans succès par des sous-marins. Ce nombre comprend un navire attaqué au cours de la semaine finissant le 1^{er} avril et deux au cours de la semaine finissant le 8 avril. »

« M. Vincent. — On ne s'occupe de la maternité que pendant que le Conseil général siège. Dans l'inter-session on n'étudie rien du tout. J'estime qu'un rapport spécial doit être fait et envoyé à tous les membres de l'Assemblée départementale. »

Les conclusions du rapport de M. Gaston Gérard, mises aux voix, sont adoptées.

M. le Préfet. — Le Conseil maintient ses pouvoirs et les renforce pour qu'un projet de réorganisation de tous les services de la maternité nous soit présenté au mois d'août.

M. le Dr Poillot est ensuite nommé membre de la commission spéciale, en remplacement du Dr Tainturier, mobilisé.

LES PRISONNIERS DE GUERRE ET LES TRAVAUX AGRICOLES. — Sur le rapport de M. Gruet, le Conseil s'associe au vœu, déposé par M. Montet, demandant que les prisonniers de guerre employés aux travaux agricoles soient astreints aux habitudes culturelles des pays où ils sont cantonnés, et que le nombre des prisonniers attribués au département de la Côte-d'Or pour être employés aux travaux agricoles soit augmenté dans de larges proportions, de toutes parts les cultivateurs venant chaque jour en réclamer à la préfecture.

LES SEMAILLES. — Le Conseil, sur la proposition du MÈME RAPporteur, s'associe également au vœu de M. Diérier, demandant que les pouvoirs publics retardent les réquisitions jusqu'à la fin des semailles de printemps et que les cultivateurs puissent conserver les quantités d'avoine et d'orge nécessaires à la nourriture des animaux jusqu'à la prochaine récolte.

LIGNE DES LAUMES A SEMUR-AVAL. — M. GAVEAU propose d'émouvoir le vœu que le rétablissement du train 760, partant des Laumes pour Semur, à 6 h. 36 du matin, soit fait le plus tôt possible, dans l'intérêt des populations et des soldats permissionnaires. — Adopté.

LES REQUISITIONS AGRICOLES. — M. Hélier propose de s'associer au vœu du Dr Chauveau, demandant que si les produits agricoles sont réquisitionnés ou taxés ils le soient en tenant un compte vraiment suffisant de l'exceptionnelle situation rurale actuelle et que, pour ne citer que la principale céréale, le blé, son prix pour la récolte de 1917 ne soit pas fixé à moins de 40 francs.

CHEMINS DE FER P.-L.-M.

Expéditions commerciales de petite vitesse.
Seront reçues les expéditions portant les numéros d'ordre ci-après à la gare de Dijon-Ville :

Le samedi 21 avril, du n° 22.150 au n° 22.195 ; du n° 22.250 au n° 22.294.

DIJON

Conseil Général de la Côte-d'Or

Séance du 18 avril 1917 (fin)
Présidence de M. JOSSOT, conseiller général de Dijon-Est, président

MATERNITE. — M. GASTON GERARD, rapporteur, rappelle que le Conseil général a voté, en septembre dernier, la dénomination de la convention passée avec la ville de Dijon, le 9 mai 1895, qui met le 1/4 de la dépense d'entretien des lits à la maternité à la charge de la ville, alors que celle-ci en profite dans une proportion de 4/5.

Saisi de la question, le Conseil municipal de Dijon a, dans sa séance du 22 décembre dernier, contesté les chiffres du Conseil général relatifs à la participation de la ville dans les dépenses de la maternité : d'après M. Dumont, la ville paierait 62 % des dépenses et ne profiterait que dans la proportion de 57 % dans les services rendus par l'établissement à la ville de Dijon.

M. GASTON GERARD, estimant que le Conseil n'a pas les éléments nécessaires pour statuer sur l'affaire, propose de prier M. le Préfet de réunir la commission spéciale, qui examinera toutes les questions relatives à la maternité, la reconstruction et l'agrandissement notamment. Son rapport sera soumis à l'Assemblée départementale, lors de sa prochaine réunion.

M. CORRIER dit qu'à l'heure actuelle on ne peut, en raison des circonstances, envisager l'agrandissement de la maternité. Il faut arriver à sa transformation en hospice d'accouchement.

La maternité a reçu beaucoup d'évacuées et de réfugiées, qui sont venues accoucher à Dijon, d'où des frais pour le département. La situation est déplorable; la maternité a été établie pour 250 accouchements et il y en a eu jusqu'à 475. La place manque, si bien qu'on ne peut pas recevoir les intéressées.

« Quand j'ai demandé à la commission spéciale de fonctionner, ajoute M. CORRIER, c'était pour arriver à la transformation en hospice d'accouchement; mais j'étais seul du département à la commission, en présence de l'administration hospitalière et de la ville de Dijon. Celle-ci s'est déchargée sur le département. En un mot, c'était la grève des bras croisés. Je ne veux plus retourner devant une commission endormie, et pour réveiller les hospices et la ville je propose de maintenir impérieusement la dénomination de la convention qui nous lie. Je prie en outre M. le Préfet de prendre l'affaire en mains et de la porter devant la commission des hospices pour la transformation de la maternité en hospice d'accouchement. »

« On m'a accusé de mener une campagne contre la ville de Dijon. Non, déclare M. CORRIER, j'ai des vues plus hautes... »

M. GASTON GERARD. — Dans la réunion de la commission M. Corrier avait été chargé de faire une étude. Il a légèrement égratigné la ville de Dijon, avec laquelle il y a un différend sur la part de celle-ci dans les dépenses... »

M. CORRIER. — Vous n'avez pas à défendre la ville de Dijon; vous êtes conseiller général de la Côte-d'Or !

M. GASTON GERARD. — Je dois m'occuper des intérêts de mes mandants.

M. CORRIER. — Vous devez vous occuper des intérêts du département. Je répete que vous êtes conseiller général de la Côte-d'Or et non de Dijon, comme moi je suis conseiller général de la Côte-d'Or et non de Fontaine-Française.

M. GASTON GERARD. — C'est en raison du différend qui existe entre la ville de Dijon et le département que je demande le maintien de la commission jusqu'à ce qu'une étude nous ait été présentée, non seulement sur la dénomination de la convention, mais sur toutes les questions qui concernent la maternité.

M. VINCENT. — On ne s'occupe de la maternité que pendant que le Conseil général siège. Dans l'inter-session on n'étudie rien du tout. J'estime qu'un rapport spécial doit être fait et envoyé à tous les membres de l'Assemblée départementale.

Les conclusions du rapport de M. Gaston Gérard, mises aux voix, sont adoptées.

M. le Préfet. — Le Conseil maintient ses pouvoirs et les renforce pour qu'un projet de réorganisation de tous les services de la maternité nous soit présenté au mois d'août.

M. le Dr Poillot est ensuite nommé membre de la commission spéciale, en remplacement du Dr Tainturier, mobilisé.

LES PRISONNIERS DE GUERRE ET LES TRAVAUX AGRICOLES. — Sur le rapport de M. Gruet, le Conseil s'associe au vœu, déposé par M. Montet, demandant que les prisonniers de guerre employés aux travaux agricoles soient astreints aux habitudes culturelles des pays où ils sont cantonnés, et que le nombre des prisonniers attribués au département de la Côte-d'Or pour être employés aux travaux agricoles soit augmenté dans de larges proportions, de toutes parts les cultivateurs venant chaque jour en réclamer à la préfecture.

LES SEMAILLES. — Le Conseil, sur la proposition du MÈME RAPporteur, s'associe également au vœu de M. Diérier, demandant que les pouvoirs publics retardent les réquisitions jusqu'à la fin des semailles de printemps et que les cultivateurs puissent conserver les quantités d'avoine et d'orge nécessaires à la nourriture des animaux jusqu'à la prochaine récolte.

LIGNE DES LAUMES A SEMUR-AVAL. — M. GAVEAU propose d'émouvoir le vœu que le rétablissement du train 760, partant des Laumes pour Semur, à 6 h. 36 du matin, soit fait le plus tôt possible, dans l'intérêt des populations et des soldats permissionnaires. — Adopté.

LES REQUISITIONS AGRICOLES. — M. Hélier propose de s'associer au vœu du Dr Chauveau, demandant que si les produits agricoles sont réquisitionnés ou taxés ils le soient en tenant un compte vraiment suffisant de l'exceptionnelle situation rurale actuelle et que, pour ne citer que la principale céréale, le blé, son prix pour la récolte de 1917 ne soit pas fixé à moins de 40 francs.

LES AUXILIAIRES. — Semblable décision est prise en ce qui concerne le vœu du Dr Gagey demandant que soient mis en surse d'appel tous les auxiliaires agriculteurs de profession et pères de trois enfants au moins, pendant trois périodes de 21 jours : entre le 15 avril et le 30 juin, entre le 15 juillet et le 31 août, entre le 15 septembre et le 31 octobre.

M. GOURNOUX prie en outre M. le Préfet d'appuyer le vœu auprès du ministre de la guerre. — Adopté.

LA CONSERVATION DU CHEPTEL NATIONAL. — Le MÈME RAPporteur propose de s'associer au vœu de M. Hélier demandant que les vaches femelles normalement conformées ne puissent être livrées à la boucherie, qu'il soit fait exception seulement pour les vaches trop mal conformées et pour les jumelles de vaches mâles et pour celles appartenant à des personnes qui n'ont qu'une seule vache pour les besoins de leur maison; 2° qu'à part les vaches mâles et les femelles conformées dans les exceptions précitées, aucun animal de l'espèce bovine ne puisse être livré à la boucherie s'il n'a pas au moins deux dents d'adultes. Serait acceptée de ces règles les animaux dont un accident ou une maladie grave, survenant inopinément, mettrait la vie en danger sans que pour cela leur viande cessât d'être saine et ceux dont un règlement administratif viendrait à prescrire la vente; 3° de limiter à 3 fr. 80 le maximum du kilo de viande de veau. — Adopté.

SERVICE D'ASSISTANCE. — M. VINCENT, rapporteur, propose, en ce qui concerne les observations du ministre de l'intérieur relatives au chiffre inscrit pour les frais du personnel de l'assistance médicale et de l'assistance aux vieillards : 1° de ne pas insister; 2° de donner acte à M. le Préfet de sa communication. — Adopté.

BÂTIMENTS DEPARTEMENTAUX. — Sur la proposition du MÈME RAPporteur, M. le Préfet est autorisé à signer les avenants pour l'augmentation des polices d'assurance, de façon à ce que le chiffre, qui ne devra pas être supérieur de 50 à 55 % à celui actuel, approche de la valeur réelle des immeubles.

LES CONCOURS DES ETATS-UNIS. — Sur le rapport de M. CHATELAIN, le Conseil s'associe au vœu de M. le Dr Gagey demandant qu'en attendant que le puissant démocrate des Etats-Unis puisse nous apporter le concours de ses armées, elle nous envoie des maintiens dans les services de l'arrière tous les cultivateurs appartenant aux classes de la R. A. T. pères de famille et contribueraient à l'expansion économique de la France, désormais son alliée.

TRAVAUX AGRICOLES. — Le MÈME RAPporteur propose également au Conseil général de s'associer au vœu de M. Tourneux tendant à ce que les militaires qui attendent dans les hôpitaux leur mise en réforme soient mis en surse d'appel pour être utilisés aux travaux agricoles.

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE. — Le MÈME RAPporteur propose encore au Conseil de s'associer au vœu du Dr Chauveau demandant que les cultivateurs des classes 1890 et 1891 — classes qui n'ont pas encore été appelées chez nos alliés — soient utilisés à la terre, dans les mêmes conditions que les cultivateurs des classes 1883 et 1889. — Adopté.

DETTES DEPARTEMENTALES. — Sur le rapport de M. GUILLEMAUD, des crédits s'élevant à 9.301 fr. 51 sont inscrits au budget supplémentaire.

— Une somme de 12.885 fr. 91 est ensuite admise en non-valeurs.

BUDGET DE 1917. — M. GUILLEMAUD lit son rapport sur le budget supplémentaire de 1917, qui s'élève, en recettes et en dépenses, à 2.866.739 fr. 67. Le crédit pour dépenses imprévues est ramené à 692.841 fr. 34. — Adopté.

LE SECTIONNEMENT ELECTORAL DE DIJON. — M. GOURNOUX demande au Conseil de s'associer à la proposition déposée par M. Chatelet et tendant à décider qu'à l'avenir, pour les élections municipales, la ville de Dijon sera divisée en quatre sections électorales, chacune d'elles correspondant à l'un des quatre cantons.

Le RAPporteur prie, en outre, M. le Préfet de procéder à une enquête pour permettre au Conseil général de statuer au mois de septembre. — Adopté.

LE RAVITAILLEMENT DE L'ARMÉE. — Le MÈME RAPporteur propose au Conseil général de s'associer au vœu de M. Gagey demandant que les bêtes invendues au jour de marché de Paris et de Lyon soient réquisitionnées par le service de l'intendance militaire. — Adopté.

NOS DÉPÊCHES

Sur le front occidental

Le butin anglais

Londres, 19 avril.
Le correspondant du « Daily Mail » sur le front britannique en France télégraphie :
« Le dernier compte des canons pris par nous depuis le matin du 9 avril donne le beau total de 227 pièces. Comme il est certain que beaucoup d'autres ont été enterrés et d'autres encore détruits par notre bombardement, on voit que les pertes de l'ennemi en artillerie ont été très sérieuses. »

Des parlementaires anglais visitent les régions dévastées

Londres, 19 avril.
Une délégation britannique de la commission interparlementaire des alliés, comprenant les députés sir Charles Henry, M. T. P. O'Connor, M. Mackinder, M. Evelyn Cecil, M. Shirley Benn et M. Goldstone, a visité les régions dévastées par les Allemands au moment de l'évacuation. Ils se sont rendu compte de la ferocité et de la cruauté de l'ennemi en même temps qu'ils ont pu constater les services rendus aux infortunées populations par la commission américaine de secours.

L'enthousiasme à New-York

Washington, 19 avril.
Les victoires franco-anglaises remplissent les Américains d'enthousiasme.
Le 16 avril, à New-York, la représentation à l'Opéra fut interrompue et l'on vit annoncer sur la scène que les Français avaient remporté une grande victoire, faisant 10 000 prisonniers. Aussitôt, la salle entière leva et chanta la « Marseillaise ».

EN RUSSIE

Les socialistes français et anglais sont reçus à la Douma

Petrograd, 19 avril.
Les princes Lvov et les autres membres du gouvernement provisoire ont reçu les députés socialistes français et anglais.
Saluant le gouvernement provisoire au nom des ouvriers anglais, le député M. Sanders a déclaré que les socialistes anglais étaient heureux que, dans cette lutte, la démocratie anglaise aille la main dans la main avec les démocraties française, russe et américaine.
Le député français, M. Moutet, a dit que la France libre, unie à la Russie libre et démocratique, luttera énergiquement jusqu'à la victoire sur le militarisme pour la liberté de tous les peuples et l'abolissement de la guerre sur terre.

M. Milioukhoff, au nom du gouvernement provisoire, a répondu :
« Nous comprenons qu'en voyant la révolution et le bouleversement de l'ancien régime russe vous ayez pu craindre que nous perdions notre force de résistance. Mais nous vous sommes particulièrement reconnaissants de votre arrivée et de votre confiance en la Russie.
« Quand vous rentrerez dans votre patrie, dites que la Russie libérée est devenue deux fois plus forte grâce à la démocratisation de toutes ses institutions ; dites qu'elle résistera à tous les revers que comporte une guerre ; dites enfin que, malgré la révolution, nous tendons au même but principal de la guerre et que nous poursuivons avec la plus grande intensité l'annexionnement du militarisme allemand. Notre idéal, a conclu M. Milioukhoff, consiste à écarter de l'avenir toute possibilité de guerre. »
M. Kerevski a parlé dans le même sens.

A la cour de cassation

Paris, 19 avril.
La chambre criminelle de la cour de cassation a rejeté, aujourd'hui, les pourvois formés par Colomba, Milesi et Battistina, condamnés à mort par la cour d'assises du Jura, le 6 mars 1917, pour assassinats.

Dans le Département

AIGNAY-LE-DUC. — Ravitaillement. — L'ancien président de la commission de ravitaillement n° 6, à Aignay-le-Duc, a l'honneur d'aviser MM. les cultivateurs de sa circonscription qu'à la réunion trimestrielle des présidents, à la préfecture, le 14 courant, il a été décidé, sur sa demande, qu'une première réception de laines aurait lieu pour la commission 6, vers le 15 mai, tant en gare d'Aignay, qu'en gare d'Aisey, suivant le rapprochement des localités.
Il les engage donc à prendre des mesures en conséquence.
Les toisons qui ne pourront être livrées à cette époque seront l'objet d'une seconde réception, à une date ultérieure, non encore fixée.
Avoine : à cette même réunion, il a été décidé, sur le vœu exprimé par les présidents, qu'aucun recensement d'avoine n'aurait lieu avant la terminaison des semailles.
Touffours, MM. les cultivateurs, qui, dès aujourd'hui, peuvent se rendre compte de leur disponibilité sont priés, dans l'intérêt de la Défense nationale, de vouloir bien en faire la déclaration immédiate.
Par disponible, on entend la quantité existant en plus des besoins urgents (semailles et nourriture des chevaux) ; c'est du reste la seule qui ait été jamais demandée par le ravitaillement à leur dévouement habituel.
Le président de la commission n° 6, Eugène FAVENON.

EAUNE. — Dans l'armée. — Par décision ministérielle en date du 7 avril 1917, est ratifiée la nomination au grade de sous-lieutenant de M. Louis-Marie Lozerand, du 107^e régiment d'artillerie.

ERINGS. — Blessé par un cheval. — M. Philibert C..., étant à la charrie, fut saisi par un cheval un coup de pied si violent qu'il roula, tout étourdi, à terre. Des laborieux, témoins de l'accident, l'aidèrent à se relever.
M. C... continua de vaquer à ses occupa-

LES ÉTATS-UNIS et la guerre

L'enrôlement des nationaux alliés

Washington, 19 avril.
Le Sénat et la Chambre ont adopté à l'unanimité le projet permettant aux alliés d'enrôler leurs nationaux aux États-Unis pour le service de leurs propres armées.

La haine allemande

Londres, 19 avril.
M. Charles Tower, correspondant du « Daily Mail » à la Haye, écrit :
« Des personnes arrivant d'Allemagne disent que les Allemands concentrent actuellement leur haine contre les États-Unis et surtout contre M. Wilson. Ce fait donne la mesure de l'impression profonde produite sur l'opinion allemande par l'intervention de l'Amérique dans la guerre. »

La question de la conscription

Washington, 19 avril.
La commission militaire du Sénat a approuvé par 10 voix contre 7 le bill de l'armée, y compris le système de la conscription.
Dans la commission militaire de la Chambre des représentants, les adversaires de la conscription, par 12 voix contre 8, ont réussi à faire admettre l'essai préalable d'un système d'engagements volontaires.
Pendant que les commissions étaient en présence, M. Wilson est allé au Capitole et a conféré avec les chefs des divers groupes du Parlement au sujet des mesures de guerre.
On assure qu'il a déclaré aux sénateurs qu'il n'accepterait aucune transaction, parce que les experts du département de la guerre, après un examen et une discussion approfondis, avaient conclu que le seul moyen de lever une puissante armée était la conscription.

Des cheminots américains vont partir en Russie

Washington, 19 avril.
De nombreux ingénieurs russes ayant adressé un appel à M. Wilson, des dispositions ont été prises pour envoyer en Russie 500 cheminots américains afin de travailler, après les avoir réorganisés, sur les lignes russes maintenant paralysées.
Dans chaque branche de l'industrie des chemins de fer, des experts seront choisis et envoyés en Russie.
On compte qu'ils seront capables de remettre rapidement les chemins de fer russes en bon état selon le modèle américain.

Canonnade en mer

Washington, 19 avril.
Ce matin, au large du cap Cod, on a entendu une canonnade violente. Le bruit court qu'un engagement naval aurait eu lieu.
Ce bruit a pris une certaine consistance en raison de la présence signalée d'un sous-marin allemand dans les eaux américaines.

L'emploi des navires allemands

New-York, 19 avril.
Au cours d'un dîner offert par la Société des Arts, M. Malone, receveur du port de New-York, a confirmé officiellement que le gouvernement américain se proposait d'utiliser pour le transport aux alliés des munitions et des denrées les navires allemands saisis.

Les Allemands au Brésil

Buenos-Ayres, 19 avril.
Une décision ministérielle ordonne que tous les Allemands résidant dans la zone du port de Belgrano évacuent aussitôt cette zone.
Tous les ouvriers allemands, autrichiens, turcs et bulgares qui travaillaient dans les arsenaux ont été congédiés.

tion, et le docteur P... mandé, lui a prodigué ses soins. Nous souhaitons à ce vaillant travailleur de la terre un prompt rétablissement.

FONTAINES-LES-SÈCHES. — En Orient. — Deux soldats de la localité, MM. Maurice Clerget et Emile Carrin, faisant partie de l'armée d'Orient, ont été blessés récemment. Tous deux sont hors de danger ; le premier est soigné à Florina. Meilleurs vœux à ces braves.

LAMARCHE-SUR-SAONE. — Accident de travail. — Le nommé Jules Grapin était occupé à empiler des caisses, quand une pile tomba sur lui, lui faisant des contusions à la tête et au bras droit. Le médecin appelé lui a prescrit 15 jours de repos.

MIREBEAU. — Suite d'un accident. — Le sieur Guillaume, victime d'un accident de bicyclette, le 8 avril dernier, et qui fut conduit à l'hôpital à Dijon, avait eu, dans sa chute, deux côtes brisées, une épaule luxée et une large plaie à la tête, est rentré en son domicile, où les soins nécessaires lui sont prodigués par sa famille ; il lui faudra plusieurs mois de repos avant de se livrer à son travail.

MONTBARD. — Obèques civiles. — Hier, on lui, à 2 heures, les obèques civiles d'Yvonne Grelot, enlevée à l'affection des siens à l'âge de 12 ans.
Une grande assistance composait le cortège, dans lequel on remarquait les fillettes et maitresses de la classe à laquelle appartenait la défunte.
De nombreuses fleurs et couronnes recouvraient le cercueil ; parmi celles-ci, on en pouvait voir une superbe offerte par l'école publique des filles de Montbard.

NUITS-SAINT-GEORGES. — Un train en panne. — Un mécanicien du P.-L.-M. convoyait un train de marchandises sur la voie n° 1, est tombé malade en cours de route. Arrivé à Nuits entre 11 heures et minuit, le convoi a été garé (le chauffeur n'étant pas autorisé à conduire) pour permettre l'évacuation du malade sur Dijon.

La situation politique en Espagne

Madrid, 19 avril.
Les bruits d'une prochaine crise recommencent à courir avec insistance.
Le marquis d'Albucemas, un des personnalités du parti conservateur ; celui-ci a déclaré que, lorsqu'il verrait la neutralité en péril, il irait au palais demander le pouvoir.
Le ministre de la marine a dit que l'Italie construisait trois sous-marins pour le compte de l'Espagne.
Le conseil des ministres de ce soir a étudié la relation qui existe entre la note envoyée et les derniers torpillages.

ÉTATS-UNIS & MEXIQUE

New-York, 19 avril.
Une dépêche spéciale de El Paso (Texas) au « Herald » dit que les fonctionnaires du gouvernement dans cet Etat, à la suite de rapports reçus de leurs agents dans les grandes villes mexicaines, s'attendent à voir les affaires au Mexique prendre une tournure sérieuse.
L'attitude du président Carranza à l'égard des États-Unis n'est pas faite pour aider au maintien des bonnes relations entre les deux pays.
Le Mexique accorde son concours moral à l'Allemagne et accepte le concours financier des banquiers et hommes d'affaires allemands.
La majorité des membres du cabinet sont hostiles aux États-Unis et fervents germanophiles.

Les rapports expédiés à Washington donnent les raisons de craintes des complications : 15.000 hommes de troupes carteristes ont quitté les États du sud pour être concentrés à Chihuahua ; au Congrès, la proposition de neutralité a été accueillie par des moqueries et un grand nombre de membres ont demandé le concours actif du Mexique en faveur de l'Allemagne ; la presse officielle fait grief aux États-Unis d'avoir rompu avec l'Allemagne et soutient celui-ci en appelant les Américains « cochons de Yankees » ; enfin, il est sérieusement question de la réconciliation des factions en guerre pour une action commune contre les États-Unis.

Dans peu de temps, il y aura 25.000 hommes concentrés à Chihuahua. Ils constitueront manifestement une menace contre les États-Unis.
Néanmoins, le président Wilson a reçu hier M. Bonillas, le premier ambassadeur mexicain depuis la chute du président Maderio.

L'ALLEMAGNE ET LA CHINE

Marseille, 19 avril.
L'Echo de Chine, arrivé hier, donne les détails suivants sur l'expansion allemande en Chine à la veille du conflit :

« L'expansion économique allemande en Chine ne date en réalité que d'une dizaine d'années. Depuis la guerre des Boers, l'Allemagne s'est implantée sur les marchés chinois, grâce à la souplesse de ses méthodes commerciales et à d'énormes capitaux placés en Chine, qu'on évalue à 250.000.000 de livres sterling. Le gouvernement central chinois est débiteur des banques allemandes pour 240 millions 760.000 livres, montant des divers emprunts, tandis que les provinces doivent environ 16 millions de livres à ces banques. »

« Ce qui vient d'être énuméré ne comprend pas les 90 millions de dollars d'indemnités dues par la Chine à l'Allemagne. Le nombre d'Allemands résidant en Chine est de 3.740 à peu près, chiffres assez faibles si on les compare aux intérêts financiers en cause ; mais la plupart des Allemands occupent en Chine des positions importantes et ont su, par une douceur, toute en surface, s'attacher les bonnes grâces de beaucoup de Chinois. On compte, dans les ports ouverts, 244 firmes allemandes, dont les affaires, très prospères avant les hostilités, ne commencent guère que maintenant à ressentir les effets du blocus. »

« Les Allemands sont intéressés dans plusieurs voies ferrées, deux en exploitation et trois en construction ou en projet. Ils possèdent en outre de riches mines de charbon et une mine de fer. Les navires internés dans les eaux chinoises sont au nombre de 14, dont 9 à Changhaï, 4 à Swatow et un à Amoy. Ces navires jaugeant au total 34.240 tonnes. »

Mort de von Bissing

Bâle, 19 avril.
On mande de Bruxelles que le gouverneur général von Bissing est mort hier soir mercredi, à 8 heures.

Le départ des bleus. — Les jeunes conscrits de la classe 1918 se sont mis en route lundi, pour rejoindre leurs dépôts. Ils ont été conduits à la gare d'embarquement par la sous-classe 1919, clairons en tête.
Le soufre patriotique du début de la guerre animait ces jeunes gens, qui s'en vont le cœur plein d'espoir et sans regret.
Collision de bicyclettes. — Mardi, dans la soirée, deux jeunes bicyclistes, Louis et Léon, pédalant dans des directions opposées, sont entrés en collision à l'embranchement des rues de Dijon et de la Berchère, se désarçonnant de machine réciproquement. Le premier s'est fait, dans sa chute, des contusions à la jambe et au côté. Le deuxième n'a pas été blessé, mais sa bicyclette a reçu des avaries.
Tamponné par une auto. — Hier soir, sur la route nationale, un compagnon terrassier, sur le trimard, nommé Pouchet, a été tamponné par une automobile et projeté dans le fossé.
Par un effet du hasard, il n'a reçu que des contusions peu graves.
QUINCY. — Obèques civiles. — Mercredi dernier on lui, à Quincy, les obèques purement civiles du citoyen Victor Pelletier, conseiller municipal de la commune, enlevé, à la suite d'une cruelle et douloureuse maladie, à l'affection de sa famille et de ses nombreux amis. Né en 1866, il n'avait pas encore 51 ans. D'un tempérament vigoureux, il était encore dans la force de l'âge.
Une nombreuse assistance, composée de la presque totalité des habitants de la commune et d'amis des communes voisines, avait tenu à accompagner ce bon camarade à sa dernière demeure.
L'inhumation, qui a eu lieu à Corgoloin, son pays natal, se fit au milieu d'une affluente assistance. Car presque toute la population de Quincy, ses amis des communes voisines, qui tenaient en grande estime le bon travailleur, l'homme de courage, le républicain ferme et droit qu'était Victor Pelletier, l'avaient, malgré la distance, accompagné jusqu'au champ du repos, témoignant ainsi des regrets que leur

DERNIERE HEURE

Sur le front occidental

Nos troupes pressent énergiquement l'ennemi et occupent plusieurs villages

Communiqué de la nuit

Paris, 19 avril.
23 heures.
ENTRE LA SOMME ET L'OISE, actions d'artillerie assez violentes.

AU NORD DE L'AINES, l'ennemi, sous notre pression énergique, continue à se replier vers Chemin-de-Dames.

Nos troupes, au cours de la journée, ont occupé les villages d'Aisy, de Jouy et de Laffaux et se tiennent étroitement en contact avec l'ennemi.

Le fort de Comdè est également tombé en notre pouvoir.

Dans la région d'Hurtelbe, après un vif combat, nous nous sommes emparés de cent prisonniers et avons capturé deux canons de 105.

A l'ouest de Bernicourt, nous avons réalisé de sérieux progrès et fait une cinquantaine de prisonniers.

EN CHAMPAGNE, la lutte d'artillerie s'est poursuivie très violente dans le massif de Moronvilliers.

Nous avons élargi nos positions au nord du Mont-Haut et avons repoussé deux contre-attaques allemandes sur cette région et sur le mont Cornillet.

Au nord-ouest d'Auberville, nos troupes ont brillamment enlevé, sur un front de deux kilomètres, le système de tranchées fortement organisé, reliant ce village aux bois de Moronvilliers et ont rejeté l'ennemi aux lisières sud de Vaudeschcourt. 150 prisonniers ont été capturés au cours de cette action.

EN ARGONNE, une tentative allemande sur nos tranchées vers Bolante a été aisément repoussée.

La lutte d'artillerie a été, par moments, assez vive dans la région de Vauquois et sur la rive gauche de la Meuse, vers le Mort-Homme.

Journée calme partout ailleurs.

Communiqué belge

La Haye, 19 avril.
Devant Dixmude, le duel d'artillerie a été violent au cours de la journée du 19 avril.

Pilus au sud, vers Steenstraete, s'est déroulée une vive lutte à coups de bombes.

Une semaine de piraterie

Paris, 19 avril.
Pendant la semaine qui a pris fin le 15 avril, à minuit :
750 navires de commerce de toutes nationalités, au-dessus de 100 tonneaux (net), à l'exception des bateaux de pêche et de cabotage local, sont entrés dans les ports français, et 803 en sont sortis.
Navires de commerce français coulés par des sous-marins ou des mines : 1.600 tonneaux (brut), et au-dessus, 2 ; au-dessous de 1.600 tonneaux (brut), 2.
Navires de commerce français, attaqués sans succès par des sous-marins, 5.
Bateaux de pêche français coulés, 1.

La crise du papier en Italie

Rome, 19 avril.
La Gazette officielle publie un décret limitant la consommation du papier.

Nuits-Saint-Georges, au nom de la Libre-Pensée du canton, le 15 et de tous ses amis, a adressé au défunt le dernier adieu :
« Libre-penseur convaincu, Pelletier, a-t-il dit, s'était depuis longtemps déjà libéré des dogmes de toutes les religions et est resté fidèle jusqu'à sa mort aux principes de toute sa vie. »
Puis l'assemblée se retira lentement, profondément émue de la perte de cet homme de bien. — P. O. G.

RIEL-LES-EAUX. — Incendie dans une plantation de sapins. — Un incendie s'est déclaré dans une plantation de sapins, située au hameau de Val-Livray, et appartenant à M. Du Souzy, propriétaire à Gevrolles. Le feu a gagné les champs incultes et les buissons appartenant à d'autres personnes, le tout représentant quelques hectares de superficie. Les pertes sont peu importantes.

SAINT-AUBIN. — Nos huit évacués de Fontenay (Aisne). — M. Merville et sa petite-fille Mlle Cécile Watteau, sans nouvelles de M. Merville, de M. et Mme Emile Watteau ; 2^e M. Eugène Fournel, ancien verrier ; 3^e Mlle Marie Dumont et ses deux petites filles, Mlles Geneviève et Gabrielle Dumont, sans nouvelles de M. Gabriel Dumont, du 15^e territorial, et d'un fils Dumont, âgé de 15 ans, déporté par les Boches ; 3^e Mlle Marie Demilly et sa fille, Mlle Andréa. Ces malheureux évacués, arrivés le mercredi 11 avril, ont été accueillis avec tous les égards dus à leurs souffrances de 31 mois d'occupation allemande et de perte de tous leurs biens. Les personnes charitables qui pourraient leur donner des nouvelles de leurs parents ou connaissances sont instamment priées de leur écrire à Saint-Aubin.

SAINT-JEAN-DE-LOSNE. — La navigation. — Notre port fluvial a connu, ces derniers jours, une animation inaccoutumée. Profitant de la dernière crue, une cinquantaine de péniches ont pu passer sur le barrage de Chatet, toujours en état de réparation, et remonter jusqu'à notre port où elles ont séjourné quelque temps, pour le plus grand bien du commerce local. Peu à peu les ramorqueurs les ont con-

Une conquête féministe

Paris, 19 avril.
M. Clémenceau a décidé que les femmes seront désormais admises à l'école centrale, dans les mêmes conditions que les hommes.

Le voyage de M. Albert Thomas

Christiania, 19 avril.
M. Albert Thomas, qui, on le sait, se rend en Russie, a reçu aujourd'hui de nombreuses personnalités, notamment les rédacteurs en chef des principaux journaux norvégiens et le ministre de France.
M. A. Thomas est reparti, cet après-midi, pour Stockholm.

La démission du cabinet espagnol

Madrid, 19 avril.
Le cabinet a donné sa démission.
Interrogé par les journalistes, M. de Romanones a déclaré qu'il avait remis au roi la démission du cabinet en raison des circonstances politiques actuelles. Il a ajouté qu'il ferait tous ses efforts pour que le parti libéral continue à assumer le pouvoir.

Madrid, 19 avril.
M. Garcia Prieto a conféré longuement avec le roi.
A l'issue de cette conférence, il a déclaré qu'il allait avoir un entretien avec M. de Romanones et qu'il retournerait ce soir à 6 heures au palais.

On croit que M. Garcia Prieto a accepté la mission de former le cabinet et qu'il pourra, dès ce soir, soumettre au souverain la liste des nouveaux ministres.

Le nouveau gouverneur allemand de la Belgique

Bâle, 19 avril.
On mande de Berlin que le général von Zuehl, gouverneur d'Anvers, est nommé gouverneur général de la Belgique, en remplacement du général von Bissing, décédé.

L'affaire Navarre

Paris, 19 avril.
Le capitaine Bouchardon, rapporteur près le troisième conseil de guerre, a désigné, pour examiner le cas de Navarre, les trois médecins militaires Vallon, Roussinovich et Maurice de Flakry. Il a demandé, dans les centres auxquels l'aviateur a été attaché, des rapports qui puissent servir d'éléments de comparaison pour les trois experts.

EN ANGLETERRE

Le régime des restrictions

Londres, 19 avril.
Le ministère de la guerre a ordonné le recensement des chevaux, mules, bestiaux, moutons, porcs, ainsi que des appareils agricoles.
Un règlement du contrôleur des vivres interdit la fabrication de la pâtisserie de luxe et annonce des restrictions sévères pour la fabrication et la vente, même dans les cafés, des autres gâteaux et biscuits.

A la Chambre des communes

Londres, 19 avril.
Aux Communes, M. Bonar Law a déclaré que le gouvernement avait décidé de tenir une séance secrète, dont il a annoncé la date la semaine prochaine.
M. Bonar Law a également déclaré que M. Lloyd George avait été appelé sur le continent pour participer à une conférence importante et que son voyage durerait deux ou trois jours.

Un télégramme du général Alexieff

Petrograd, 19 avril.
A l'occasion des fêtes de Pâques, le général Alexieff a envoyé au prince Lwoff un télégramme dans lequel il assure que l'armée et la flotte emploieront toutes leurs forces pour remplir leur devoir envers la patrie et le gouvernement et feront l'impossible pour vaincre l'ennemi.

(Dépêches de l'Agence Havas)

duites à destination et notre port a repris sa physionomie habituelle.

SAULIEU. — Les braves. — Charles Collet, caporal, décoré de la Légion d'honneur : « D'un allant et d'une énergie sans pareille, a assuré la liaison entre son commandant de compagnie et les divers unités, dans des circonstances excessivement difficiles. Blessé dans l'accomplissement de sa mission. »

— Caporal Marcel Chartier : « Volontaire pour les coups de main, a pénétré avec le plus bel entrain dans les lignes ennemies, le 17 décembre 1916, dans que l'artillerie ait allongé son tir. A fait preuve d'autant de courage et de résolution dans l'exécution que de patience et de ténacité dans la préparation. Blessé. »

THOREY-EN-PLAINE. — Du sucre s. v. p. — On nous prie d'insérer :
« Les habitants de Thorey-en-Plaine ont l'honneur de demander à MM. les membres du bureau de répartition du sucre si ce produit existe pour la commune de Thorey. Depuis le 20 janvier, le sucre manque chez le seul épicer du pays, et cependant ce n'est qu'à la fin de l'hiver que l'approvisionnement a été fait. Plusieurs réclamations à ce sujet nous parviennent, et nous sommes obligés de nous adresser à la fabrication du sucre et nous devons nous en passer. »
« Déjà nos bœufs de mars sont périmeés. Ceux d'avril subissent-ils le même sort ? et, alors, à quel nous servent nos canards ? »
« Un groupe d'habitants. »

VERREY-SOUS-SALMAISE. — Une promesse. — M. le vicomte Julien de la Gravière, mobilisé, a fait le début de la guerre, en raison de son âge, dans la cavalerie. C. a été récemment versé dans la cavalerie.
Il vient d'être nommé sous-lieutenant et est affecté au 1^{er} chasseurs à cheval, à Chagny.